



Paris, le 23 juin 2017

## **Se mobiliser dès maintenant Meeting mardi 27 juin**

Le gouvernement prévoit la remise en cause sans précédent du Code du Travail. Il révèle progressivement ses intentions et confirme nos craintes. La « concertation » n'était qu'une mascarade pour donner un habillage « démocratique » à un projet déjà ficelé, qui attaque les droits des travailleurs de tous les côtés.

### **Plus de démocratie sociale?**

**FAUX:** les instances de dialogue social seront réduites et lorsque l'employeur n'aura pas satisfaction, il pourra les contourner par référendum.

### **Plus de protection?**

**FAUX:** les indemnités prud'homales, celles qui indemnisent un licenciement abusif, seront limitées. Les patrons pourront ainsi provisionner le non-respect du Code du Travail!

### **Moins de précarité?**

**FAUX:** le contrat de travail sera discuté par entreprise quand le CDI de projet généralisera la précarité.

### **Moins de dumping social?**

**FAUX:** en s'attaquant à la négociation collective dans les branches, le gouvernement supprime la capacité des interlocuteurs sociaux à définir des règles qui s'appliquent à toutes les entreprises d'un secteur et qui évitent la course au moins disant social entre entreprises.

### **Le Service Public épargné?**

**FAUX:** le gouvernement prévoit la suppression de 120 000 agents publics et le démantèlement des droits et statuts de la fonction publique. Nous voyons aujourd'hui la traduction de la Loi Travail dans le public, il en sera de même avec la loi travail XXL.

En vérité, le gouvernement prépare un projet qui répond aux plus vieux rêves du patronat: disposer d'une main d'oeuvre jetable et bâillonnée.

Pour mettre en oeuvre son projet, le gouvernement entend légiférer par ordonnance. L'objet n'est pas de court-circuiter une Assemblée Nationale qui lui est acquise mais bien de faire vite pour éviter toute contestation dans la rue!

Quand dans le même temps le gouvernement banalise l'état d'urgence, remettant ainsi en cause les libertés fondamentales (et contrevenant ainsi à la Convention Européenne des Droits de l'Homme!), il se dote de façon permanente d'outils qui ont largement servi au gouvernement précédent pour réprimer les manifestations contre la loi Travail.

Conscient de la régression sociale qu'il s'apprête à mettre en oeuvre, le gouvernement se prépare à mater toute contestation.

**A nous de nous mobiliser dès maintenant pour nos droits!  
Préparons-nous à LA lutte!**

**La FEETS FO appelle ses syndicats d'Ile de France à se rassembler  
mardi 27 juin 2017 à Paris, 12h00, Esplanade des Invalides  
Contre tout recul social!**

46, rue des petites écuries 75010 Paris

contact@feets-fo.fr | www.feets-fo.fr | Tél: 01 44 83 86 20 | Fax: 01 48 24 38 32